

<https://news.gnet.tn/la-tunisie-a-offert-au-monde-10-milliards-deuros-avec-le-depart-de-100-000-competences-depuis-2011-radhi-meddeb/>



La Tunisie a offert au monde 10 milliards d'euros, avec le départ de 100 000 compétences depuis 2011 (Radhi Meddeb)
22-02-2022



Radhi Meddeb a déclaré ce mardi 22 février que 100 mille compétences ont quitté le pays depuis 2011, « la Tunisie aura, ainsi offert, au Monde, 10 milliards d'euros ».

Intervenu en ce début d'après-midi sur Mosaïque, l'expert a indiqué que « **l'accord avec le FMI** est la clef qui permettra à la Tunisie d'accéder à d'autres bailleurs de fonds », signalant que le pays a besoin de 14 milliards en termes de financements extérieurs.

Il a attesté de l'obligation des réformes exigées par le FMI, « nous n'avons pas le choix, d'où la nécessité d'adopter de telles réformes, et de les mener, d'une manière progressive, on ne peut passer du jour au lendemain, d'une baguette à 190 millimes, à une baguette à 360 ou 400 millimes », a-t-il recommandé.

Radhi Meddeb a, par ailleurs, déploré le manque d'ouverture de l'économie tunisienne, ainsi que ses méthodes conservatrices et traditionalistes, soulignant l'importance du retour de la confiance pour la relance de l'économie.

La Tunisie a fait plus de 17 % de croissance à l'époque de Hédi Nourra

L'expert est revenu à l'époque faste du règne de Hédi Nourra, où le pays est parvenu à réaliser plus de 17 % de croissance en 1972, grâce au climat confiance et à l'ouverture sur l'initiative privée. « Tout le monde souhaitait, à l'époque, se lancer dans des projets », s'est-il remémoré.

Il a indiqué que l'économie nationale repose actuellement sur le secteur privé qui est éreinté depuis 2011, particulièrement à cause de la disparition du marché libyen qui constituait auparavant une bouffée d'oxygène pour les PME.

Le secteur public qui est dans « une situation affligeante », a-t-il averti. « Indépendamment de la privatisation et de la recapitalisation, plusieurs entreprises publiques comme la STEG, Tunisair, les offices, etc. constituent, aujourd'hui, une lourde charge pour l'Etat et les banques publiques, et ont besoin de restructuration et de repositionnement stratégique ».

Tertio, l'économie sociale et solidaire (ESS) qui ne représente que 1 % du PIB, alors qu'elle a une importante place ailleurs, avec 10 % en France et 20 % dans les pays scandinaves.

La loi régissant l'économie sociale et solidaire, adoptée depuis deux ans, n'a pas été activée jusque-là étant donné qu'aucun décret d'application n'a été adopté, a-t-il fait constater.

L'expert a mis l'accent sur l'importance du microcrédit, plusieurs institutions travaillent dans ce secteur, qui fait vivre plus de six cents mille familles et 3 millions de Tunisiens. « Là où l'économie nationale a régressé de 8 % en 2020, le secteur du microcrédit a progressé de 30 %, » a-t-il fait savoir, appelant à promouvoir ce créneau et à s'ouvrir sur toutes les initiatives, toutes les idées et tous les projets, quelques modestes, soient-ils pour redynamiser l'économie.

Radhi Meddeb a, en somme, plaidé pour l'ouverture de la Tunisie sur l'Afrique, notamment, dans les domaines de la Santé, l'industrie pharmaceutique, et l'enseignement supérieur...des secteurs où l'on est compétitif par rapport à d'autres destinations.

Gnetnews